



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



Centre
hospitalier
Saint-Denis

Mercredi 28 juin 2023

À Nanterre, la police tue toujours

À Nanterre, mardi 27 juin à 8 heures, deux policiers ont abattu au volant de sa voiture un jeune homme de 17 ans. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on entend deux policiers à moto sommer le conducteur d'ouvrir la porte de la voiture, l'un d'eux tenant une arme pointée sur le conducteur en hurlant : « Ouvre ou je te mets une balle dans la tête ! » On voit ensuite la voiture avancer et le policier tirer sur le jeune à bout portant, alors même qu'il n'était pas du tout menacé par la trajectoire du véhicule. Une fois de plus, la police a tué un jeune de banlieue d'origine maghrébine sous prétexte de « refus d'obtempérer ».

NON, CE NE SONT PAS DES « BAVURES »

Les policiers prétextent la « légitime défense » : la voiture leur aurait foncé dessus, ce que dément la vidéo. L'extrême droite, fidèle alliée de ce système, ajoute ses idées racistes aux mensonges policiers en traitant la victime de délinquant, puisqu'il vient d'un quartier populaire...

Ces images seraient inimaginables dans les quartiers riches. Le racisme, la haine anti-pauvres et anti-ouvrière gangrènent la police, qui mène une véritable guerre aux pauvres dans les quartiers populaires. Ses « bavures », « accidents » et sa « légitime défense » en sont le résultat : les contrôles arbitraires et la violence policière tuent des travailleurs et des pauvres, le plus souvent jeunes, noirs et maghrébins.

Le nombre de victimes de la police est en hausse depuis qu'une loi de 2017 a facilité l'emploi des armes à feu en cas de refus d'obtempérer. La police de Macron et Darmanin se croit tout permis, jusqu'au meurtre !

Une enquête est ouverte pour « homicide volontaire par personne dépositaire de l'autorité publique », confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Une police des polices réputée pour son inaction... et son acharnement à couvrir ses troupes. En 2022, sur treize morts suite à des « refus d'obtempérer », seules cinq affaires ont donné lieu à des mises en examen de policiers. Les autres ont été classées sans suite. Et que pouvons-nous attendre de la justice après alors que les crimes policiers d'Adama Traoré, Lamine Dieng, Ibrahima Bah et tant d'autres sont restés impunis ?

PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !

Dans la nuit, des affrontements ont éclaté, d'abord à Nanterre et dans les quartiers populaires des alentours, à Suresnes, Gennevilliers, Colombes, Asnières, puis dans d'autres villes comme Mantes-la-Jolie, Aulnay-sous-Bois, Bordeaux ou Roubaix.

La révolte est légitime et elle doit s'exprimer et s'approfondir. C'est une fraction du monde du travail, une de ses fractions les plus précaires, qui est particulièrement visée et qui réagit aujourd'hui. Macron et ses ministres appellent au « calme ». Pas un mot sur la violence quotidienne contre les jeunes des quartiers. Au contraire, la police répond à la colère par des arrestations et des coups, et Darmanin déploie des gendarmes en renfort.

Le NPA n'appelle pas au calme : pas de justice, pas de paix. Il faut que notre colère légitime s'exprime pour la vérité et la justice, contre cette police qui tue, contre ses commanditaires du gouvernement et contre tous ceux qui attisent la haine raciste.

Malgré les grands discours républicains, le rôle de la police, c'est la répression. Répression des mouvements sociaux, exacerbée depuis quelques années sous les ordres de Hollande, Valls, Cazeneuve, Macron et Darmanin. Répression des Gilets jaunes, du mouvement des travailleurs contre la réforme des retraites, des grévistes de Verbaudet, des mouvements écologistes et des migrants... Le NPA appelle à toutes les manifestations qui seront organisées pour dénoncer ce nouveau meurtre. Il appelle les travailleurs, les travailleuses et les jeunes à se réunir sur les lieux de travail, les lieux d'études et dans les quartiers pour décider des moyens d'exprimer cette colère légitime et de faire reculer les responsables de cette répression toujours plus violente au service d'un ordre social inégalitaire.

Pour lire le reste de nos publications, rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → Facebook, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → etincellenpa.chsd@gmail.com



NON À LA FERMETURE DE BEAUJON ET BICHAT !

Dans le procès qui oppose l'AP-HP à des syndicats et des associations, à propos du futur hôpital qui doit remplacer l'hôpital Beaujon et l'hôpital Bichat, le jugement n'a pas encore eu lieu mais le rapporteur public a conclu que « l'annulation totale pour défaut d'utilité publique compte tenu notamment de l'insuffisante offre de soins par rapport à l'existant et aux besoins » devait être prononcée. Ce que les syndicats disent depuis des années : la fusion des deux hôpitaux, c'est 400 lits en moins.



qui nous casse la santé. Et les deux ans de plus à travailler avant la retraite ne vont rien arranger !

FADA !

En réponse à une femme dont le fils, chômeur, venait de se voir retirer son RSA, Macron a récidivé dans la provoc' : « Moi, je vous promets, je fais le tour du Vieux-Port ce soir avec vous, je suis sûr qu'il y a dix offres d'emploi. » Mais jette-t'y dans le Vieux-Port !

À BORDEAUX, GRÈVE POUR LES SALAIRES

Depuis lundi, nos collègues de la Polyclinique de Bordeaux-Nord sont en grève pour exiger 300 euros d'augmentation. Ils refusent de s'en tenir à la « prime de partage de valeur » de 800 euros concédée par la direction. Et face aux assignations, elles ne se laissent pas faire : pas question de faciliter le travail de la direction. Face à l'inflation, ce qu'il faut c'est de vraies augmentations de salaire.

REQUINS : NON MERCI

Le business, c'est une affaire qui roule même dans le domaine de la santé. La société Ramsay qui possède déjà de nombreuses cliniques en France, propose un abonnement mensuel pour avoir accès à un service de téléconsultations. Comme un abonnement à la télé...

À la SNCF, c'est 1 735 gares qui devraient être pourvues bientôt de « cabines de télémédecine ». Le manque de médecins généralistes et spécialistes dont les gouvernements sont responsables, les délais d'attente pour avoir un rendez-vous ouvrent un boulevard à tous ces requins qui s'intéressent à la santé de leur portefeuille...

ARRÊTS DE TRAVAIL : C'EST LE CAPITALISME QUI NOUS REND MALADES

Bruno Le Maire et les éditorialistes bourgeois sont unanimes : à les écouter, on abuserait des arrêts de travail pour se prendre du bon temps ! Derrière une attaque contre les médecins jugés trop « complaisants », c'est bien sûr les travailleurs qui sont visés. Mais s'il y a de l'abus, c'est dans l'exploitation qu'on subit tous les jours au travail et

DE L'AIR, OUVRONS LES FRONTIÈRES !

Les morts sont en mer mais les assassins sont bien à la tête des États européens. Une semaine après le naufrage en Méditerranée d'un navire transportant plus de 600 migrants, la vraie débauche de moyens humains et matériels pour aller à la rescousse d'une poignée de riches, dont des hommes d'affaires en mal d'aventures à 250 000 euros la place, dans le sous-marin Titan, apparaît comme totalement indécent. Quand il s'agit de milliardaires la société capitaliste a les moyens. Face à leur politique meurtrière : ouvrons les frontières, liberté de circulation !

GRANDE-BRETAGNE : LE DROIT À L'AVORTEMENT EST TOUJOURS À DÉFENDRE

Un millier de personnes ont manifesté le 17 juin à Londres pour défendre Carla Foster, une jeune femme qui risque plus de deux ans de prison pour avoir utilisé des pilules abortives pour mettre fin à une grossesse non désirée. Un assouplissement de la loi de 1861 qui interdit l'avortement autorise les avortements sur avis médical, mais les femmes qui y ont recours sans autorisation d'un médecin risquent toujours la prison. Selon les statistiques officielles, entre avril 2021 et mars 2022, 24 plaintes ont été enregistrées pour « destruction intentionnelle d'un enfant viable à naître ». Il n'y a pas qu'aux États-Unis, en Pologne ou en Hongrie que les femmes doivent se battre pour le droit à l'IVG.



**Le numéro 3 de
Révolutionnaires, le
nouveau journal du NPA
(été 2023), est sorti.
Demandez-le à nos
militants, abonnez-vous !**